



Les forces armées israéliennes rompent le cessez-le-feu à Gaza et Netanyahu décrit ses calculs politiques

Par [Jean Shaoul](#) et [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 27 novembre 2012

WSWS.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre éclair de huit jours menée par Israël contre Gaza est déjà menacé, après que des forces israéliennes ont tué un Palestinien à la frontière.

Anwar Qdeih, 23, a été abattu d'une balle en pleine tête lorsqu'il tentait de placer un drapeau sur le mur de séparation près de Khan Younis, au Sud de Gaza. Environ 20 autres Palestiniens ont été blessés. Israël a affirmé avoir réagi à « l'activité violente » de 300 manifestants.

L'accord de fin des hostilités a été imposé à Israël par Washington qui s'inquiétait que l'invasion terrestre qu'Israël menaçait de lancer, risquait de mettre en danger ses intérêts plus larges dans la région, notamment sa campagne contre la Syrie et ses plans de guerre contre l'Iran. Néanmoins, le Premier ministre Benyamin Netanyahu a menacé, « Nous sommes également préparés pour le cas où le cessez-le-feu ne serait pas maintenu, et nous saurons comment réagir si besoin est. »



Les conséquences du bombardement israélien sur Gaza [Photo : Norwegian People's Aid]

Netanyahu a été critiqué par des forces de droite pour n'avoir pas envoyé des milliers de soldats à Gaza. Il a dû en conséquence expliquer les calculs politiques qui sous-tendent «L'Opération pilier de défense » et son arrêt.

D'un point de vue militaire, Netanyahu a avancé l'idée qu'Israël a réussi à dégrader les infrastructures de Gaza et à détruire 90 pour cent des fusées à longue portée Fajr-5 que l'Iran avait livré au Hamas, ainsi que les M-75 produites sur place et pouvant atteindre Tel-Aviv ou Jérusalem, et leurs lanceurs situés dans des silos enterrés. L'opération a testé le système anti-missile « Dôme de Fer » d'Israël, qui d'après le gouvernement a intercepté avec succès au moins 85 pour cent des missiles ayant la plus longue portée.

Le Hamas a également été testé quant à sa détermination à accepter un accord avec Israël à pratiquement n'importe quel prix. Il a déjà déclaré un soutien de facto à la campagne de l'opposition islamiste qui veut faire tomber le régime syrien de Bashar el-Assad lorsqu'il a délocalisé son quartier général extérieur, depuis Damas à Doha au Qatar, et il était en pleines négociations secrètes avec Israël lorsque Netanyahu a lancé sa dernière offensive.

Ni Tel-Aviv ni Washington ne voulaient faire tomber le Hamas, ce qui laisserait un vide au pouvoir et éliminerait un allié potentiel contre la Syrie et l'Iran - c'est particulièrement clair en regard du rôle joué par son organisation-sœur, les Frères musulmans d'Égypte. Comme l'a dit Netanyahu, « Nous avons aussi d'autres fronts. Nous devons prendre en compte la situation dans son ensemble. »

Netanyahu a particulièrement insisté sur le soutien qu'il a reçu du gouvernement d'Obama, lequel, en dépit du soutien à peine voilé que Netanyahu accordait à son rival républicain Mitt Romney lors des élections présidentielles américaines, a été « encourageant, efficace, et conciliant » - et aussi de la part de l'Égypte.

Le président Égyptien Mohammed Morsi et son régime des Frères musulmans ont négocié le cessez-le-feu et se sont engagés à le maintenir. Netanyahu a également demandé et reçu l'engagement de l'Égypte à augmenter la sécurité à sa frontière et s'assurer qu'aucune arme ne sera livrée à Gaza.

L'Égypte devra également augmenter sa collaboration avec Israël dans la péninsule du Sinaï, arrêter les personnes désignées comme militantes et clore les tunnels qui mènent à la bande de Gaza. Elle aurait déjà commencé à faire appliquer le cessez-le-feu. Mercredi, trois roquettes ont été saisies par les forces de sécurité égyptiennes à Sheikh Zawayed, près de Gaza.

Nonobstant les déclarations de solidarité cyniques des Frères avec les Palestiniens, ils

travaillent en lien avec les États-Unis et Israël - d'abord en Syrie et maintenant à Gaza. À peine Israël avait-il commencé son attaque contre Gaza que Morsi entamait une offensive diplomatique au Caire pour parvenir à un armistice, recevant les ministres des affaires étrangères de Turquie, d'Allemagne et du Qatar, ainsi que l'Américaine Hillary Clinton. Son but était de bloquer le développement potentiel d'une opposition populaire plus large à la guerre en Égypte, en Israël, et dans toute la région.

Morsi et les Frères dépendent tout autant des États-Unis que le régime déposé d'Hosni Moubarak, et leurs liens internationaux présentent un avantage supplémentaire pour Washington et Tel-Aviv. Le mouvement Ennahda, signifiant Parti de la Renaissance, est un autre de ses partis-frères, et il est maintenant au pouvoir dans la Tunisie post-Ben Ali. Le Parti de la Justice et du développement, formé par les Frères, est maintenant le deuxième parti le plus important du régime libyen mis en place par les États-Unis. En Syrie également, les Frères sont considérés comme un intermédiaire généralement fiable pour les États-Unis au sein du mouvement d'opposition à Assad. Il n'est donc pas très surprenant que Netanyahu ait décrit sa relation de travail avec Washington et Le Caire comme « une grande réussite pour la politique israélienne et la stabilité de la région. »

L'Égypte n'est que l'exemple le plus marquant de tous les régimes arabes. Pas un seul d'entre eux n'a levé le petit doigt pour soutenir les Palestiniens, même sous la forme d'un embargo commercial et sur le pétrole appliqué aux soutiens d'Israël, ou de demandes d'une « zone d'interdiction aérienne » et de « couloirs humanitaires » qui constituent leur fonds de commerce quand ils parlent de la Syrie. Encore une fois, les Palestiniens ont été des pions sacrifiés sur l'échiquier régional.

Les factions bourgeoises rivales parmi les Palestiniens ont toutes deux été démasquées comme étant en faillite politique.

Mahmoud Abbas, le « Président » de l'Autorité Palestinienne, et son parti le Fatah, ont été compromis par leur refus de s'opposer à Israël, se révélant encore une fois comme les pantins de Washington, les gendarmes d'Israël.

Ce n'est qu'après deux jours de bombardement ininterrompus de Gaza par Israël qu'Abbas a fait une déclaration tardive et tiède sur ces attaques.

Lorsque des Palestiniens en colère ont envahi les rues de Cisjordanie en soutien à Gaza et chanté des slogans appelant à la fin des Accords d'Oslo et contre la fraude que constituent les négociations avec Israël, le Fatah a ordonné aux Forces de sécurité palestiniennes d'arrêter les manifestants qui forçaient les barrages pour pénétrer en Israël. Ensuite, les soldats Israéliens sont entrés, ont tiré à balles réelles, à balles d'acier recouvertes de caoutchouc, et aux lacrymogènes, tuant au moins deux Palestiniens.

Peut-être encore plus emblématique, il y a le degré auquel le Hamas a montré qu'il était prêt à passer à une nouvelle étape de sa relation avec Tel-Aviv après des années à se présenter comme une opposition combative contre la collusion du Fatah.

Le Hezbollah, parti islamiste Chiite du Liban qui, avec le Hamas, était décrit par le passé comme faisant partie d'un « arc de résistance » à Israël passant par l'Iran et la Syrie, a également été complice de la guerre d'Israël contre les Palestiniens. Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, a publié une déclaration pour la forme condamnant Israël, mais a refusé d'ouvrir un deuxième front contre lui. Il n'a même pas appelé à une grande manifestation en

soutien aux Palestiniens. Le Cheikh Hasan Ezzedine, un représentant important du parti, quand il lui a été demandé si le Hezbollah s'impliquerait, a répondu au *Daily Star*, « c'est une question prématurée. Le peuple Palestinien a pour le moment montré sa capacité à s'opposer à l'agression d'Israël. »

Les calculs politiques de Netanyahu s'appuient sur la capacité de telles forces bourgeoises arabes à contrôler l'opposition contre les desseins impérialistes d'Israël et de Washington qui visent les ressources énergétiques du Moyen-Orient. En politique intérieure, il s'appuie sur le caractère purement théorique de l'opposition officielle « de gauche » au militarisme. L'hypocrisie des critiques faites par celle-ci a trouvé une expression grotesque dans un éditorial du 23 novembre de *Haaretz*, intitulé « à la gloire de Netanyahu », qui exprimait « notre appréciation de ce gouvernement et de son dirigeant pour la relative retenue dont ils ont fait preuve. »

Reuters écrit que Netanyahu peut « se sentir rassuré après son offensive contre Gaza alors qu'il porte son regard à nouveau sur son principal défi stratégique - l'Iran. » Mais il insiste sur le fait que l'Iran est « dans une tout autre catégorie que les problèmes posés par le groupe islamiste Hamas. » et que « les divisions concernant une attaque bien plus difficile sur le lointain Iran restent aussi profonde qu'elles l'ont toujours été. »

En fin de compte, toutes les machinations et les manœuvres de Netanyahu négligent le fait qu'Israël, comme ses voisins arabes, est consumé par des tensions sociales grandissantes générées par l'aggravation de la crise économique mondiale.

Alors que des centaines de milliers de gens ont participé aux manifestations de l'an dernier contre l'inégalité sociale et la pauvreté, ces sentiments très répandus ainsi que l'opposition populaire au militarisme ne trouvent aucune expression politique dans le système politique israélien. Ces conditions créent cependant la possibilité de construire un mouvement unifié des travailleurs arabes et juifs sur une base socialiste et internationaliste.

Article original, [WSWS](#), paru le 24 novembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Jean Shaoul](#) et [Chris Marsden](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Jean Shaoul](#) et
[Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca